

## Réplique aux commentaires

## La reféodalisation comme topique de la critique sociale. Une réplique<sup>1</sup>

Sighard Neckel\*

C'est devenu un cliché dans le débat sur les diagnostics sociologiques contemporains que de reprocher à la critique sociale du néo-libéralisme d'idéaliser un capitalisme du passé. Autant que je m'en souvienne, ce type d'argument a émergé à la fin des années 90 à l'occasion de la sortie de *The corrosion of character*, livre alors fort commenté de Richard Sennett (1998). On reprocha à ce dernier, dans sa critique des phénomènes de décomposition sociale engendrés par un capitalisme largement dérégulé, de regretter un Etat social de la période d'après-guerre qui n'avait pourtant jamais vu le jour aux Etats-Unis. Le propos de Felix Bühlmann selon lequel la théorie de la reféodalisation offre une version romantique d'un capitalisme bourgeois commet une erreur similaire. Pour rendre crédible sa critique, Bühlmann doit recourir à des arguments massues. C'est ainsi que j'aurais construit une opposition entre le « bon vieux capitalisme bourgeois » et le « féodalisme obscur et prémoderne » – objection étonnante à l'égard d'un texte dans lequel le concept de « féodalisme » n'apparaît pas une seule fois.

Ceci serait surprenant étant donné que la théorie de la reféodalisation n'entend pas comparer des états historiques (comme le « capitalisme bourgeois » avec le « féodalisme sombre et prémoderne ») mais analyser des processus de transformation sociale dont le lieu « historique » n'est pas situé dans le passé mais dans le présent. La transformation que pointe la reféodalisation se caractérise par le fait que c'est dans le processus de modernisation lui-même que s'actualisent des modèles prémodernes d'ordre social. Que ce soit là un fait incontestable, les trois commentaires s'en montrent convaincus, même si chacun d'eux renvoie à des aspects différents. Le retour actuel du travail forcé et d'un capitalisme de rente oligarchique, la généralisation du fatalisme dans la conception moderne de la société ainsi qu'une polarisation sans précédent de l'inégalité sociale apparaissent selon mes commentateurs comme des développements témoignant de graves changements par rapport aux formes antérieures des ordres sociaux du capitalisme. Quiconque prétend que tout cela aurait toujours existé s'imagine en possession de vérités atemporelles sur

<sup>1</sup> Ce texte a été traduit de l'allemand par Hermann Kocyba et Olivier Voirol.



<sup>\*</sup> Universität Hamburg, Institut für Soziologie, DE-20146 Hamburg, sighard.neckel@wiso.unihamburg.de.

210 Sighard Neckel

la réalité sociale, si bien qu'on se demande si une telle conception peut encore tout bonnement percevoir le changement social.

Sur ce point, le commentaire de Felix Bühlmann ouvre inutilement les hostilités. Il est incontestable que les stratégies de maintien des privilèges développées par les oligarchies actuelles de la richesse reposent sur des mécanismes étrangers au marché, à la concurrence et au mérite et sur des avantages politiques qui ont toujours accompagné, sous une forme ou sous une autre, certaines phases et variantes du « capitalisme bourgeois ». Etant donné que je place moi-même cela au centre de mon exposé, en référence aux recherches de David Grusky, à la théorie des « marchés du statut » et de la « recherche de la rente », je peux difficilement m'atteler à l'idée selon laquelle le mérite et la concurrence seraient « les principes fonctionnels effectifs de l'ordre économique bourgeois », comme le prétend Bühlmann. Ce qui est décisif, c'est que ces mécanismes ne mènent pas toujours et pas partout aux mêmes conséquences sociales. Le reproche d'un « espace étrangement vide sur le plan empirique » revient ici à son auteur. Cela fait une différence si les cartels corporatistes, les connexions politico-économiques et les politiques de « création de la rente » (Grusky et Weeden 2011) sont aussi disponibles, à côté des élites économiques, à leurs adversaires issus des rangs des partis ouvriers et des syndicats, ou s'ils ne le sont qu'au capital, comme c'est le cas dans l'ère néolibérale, décrite comme une «postdémocratie» (Crouch 2004), un «nouvel âge doré» (Krugman 2014) et un «capitalisme patrimonial» (Piketty 2013).

Au début de son commentaire, Felix Bühlmann constate très justement que la théorie de la reféodalisation s'inscrit dans le cadre de modèles alternatifs d'analyse du changement social. Ce sont autant les mirages d'une progression linéaire de la modernisation que les lamentations idéologiques à propos du capitalisme comme unique déclin culturel qui devraient être évités. Ce qui est intéressant, c'est plutôt la manière dont l'ancien surgit sous une forme nouvelle sous l'effet de la modernisation et la manière dont le changement social créée des continuités entre des oppositions historiques. Cependant, cette imbrication entre des formes sociales anciennes et nouvelles ne se fait ni à n'importe quel moment (accepter cela reviendrait justement à argumenter « dans un vide empirique ») ni pour la première fois, à l'heure actuelle, dans l'histoire de la société moderne. En ce qui concerne le modèle de l'inégalité et de la répartition du pouvoir dans la société moderne, ce sont généralement des phases historiques de prospérité prolongée qui tendent à la reféodalisation des formes sociales. A notre époque, c'est le capitalisme financier et son gigantesque accroissement de richesses en faveur des classes aisées qui favorise la reféodalisation. Des précurseurs historiques de tels processus ne sont pas passés inaperçus dans la théorie sociologique de l'histoire, si bien que la thèse de la reféodalisation a au moins deux ancêtres dans la sociologie, qui ont observé des processus similaires. Il s'agit premièrement de Thorstein Veblen qui décrit en 1899, dans sa Théorie de la classe de loisir, le processus d'aristocratisation des classes supérieures américaines. Il

s'agit, deuxièmement, de Max Weber, lequel montre dans *Economie et société* que le « corporatif » n'est pas seulement une catégorie historique pour la sociologie mais qu'elle doit aussi être actualisée : « Les différences entre les classes entretiennent des liens les plus variés avec les différences corporatives, et la propriété parvient aussi en tant que telle (...), pas toujours, mais très régulièrement sur le long terme, à avoir une valeur corporative »² (Weber 1980 [1922] 535).

Que la «structure sociale» (Weber) des classes supérieures privilégiées soit en elle-même différenciée à l'heure actuelle, je le concède à Felix Bühlmann (et à Olivier Voirol qui a également souligné ce point). Ma perspective sociologique se centrait sur la position occupée par les «nouveaux capitalistes» (Bühlmann) par rapport aux autres classes de la société. Sur ce point, j'adhère aux constats de Colin Crouch (2004), Jeffrey Winters (2011), Hans-Ulrich Wehler (2013) et d'autres, selon lesquels les oligarchies actuelles de la richesse présentent une grande unité du point de vue de leurs intérêts économiques tout en pouvant très bien, par ailleurs, se décomposer en différentes fractions.

Que la « caste des nantis » actuelle n'agisse pas comme une entité sociale compacte mais qu'elle soit disséminée et difficile à identifier est un argument que Laurence Kaufmann avance elle aussi. Ce dernier sert non pas à discuter la reféodalisation du capitalisme contemporain mais bien celle de l'espace public, qui ne se caractérise plus aujourd'hui par les « autoreprésentations ritualisées du pouvoir » et la « mise en scène de la distance symbolique » entre les puissants et le reste de la population. Si, en outre, « la dramaturgie publique est une nécessité ontologique des sociétés à large échelle », ceci ne saurait être placé sous le verdict de la reféodalisation. Cependant, c'est sans avoir mené moi-même des recherches sur cette question que j'ai introduit des résultats de recherche récents relatifs à la nouvelle crise de l'espace public, afin de démontrer l'actualité du concept habermassien de reféodalisation dans son domaine initial d'utilisation. Je reprends surtout les diagnostics du regretté Kurt Imhof, en cherchant ainsi à lui rendre un hommage scientifique (et personnel).

C'est en particulier lorsqu'Imhof (2011; 2014) fait voir le rôle croissant du pouvoir dans l'espace public à l'ère d'Internet que ses analyses m'ont convaincu. Sous cet angle, les «nouvelles instances de domination» me semblent tout sauf dépourvues de «visibilité publique» dans l'espace public médiatique. Les fameux «cinq grands» de l'ère numérique (Google, Apple, Facebook, Microsoft, Amazon) ne renoncent pas du tout à une auto-présentation de leur pouvoir, c'est pourquoi leur domination mondiale est devenue un thème social et politique central. Sur ce point, je rejoins l'argument de Kaufmann selon lequel la représentation asymétrique des intérêts ne conduit pas en soi à un déclin de l'espace public. La critique de Kaufmann selon laquelle la théorie de Habermas ne sait pas vraiment que faire avec les dimensions dramaturgiques de l'espace public est éclairante, comme sont instructives ses réflexions sur la disparition du politique au sens de «l'auto-institution

<sup>2</sup> Cette citation a été traduite de l'allemand.

212 Sighard Neckel

de la société par elle-même ». Dans ce contexte, on peut se demander si l'asymétrie qui est nécessairement liée au partage des rôles des protagonistes et du public sur la scène publique ne devrait pas alors devenir l'objet d'une critique du pouvoir, lorsque ce sont toujours les mêmes asymétries et seulement elles qui se manifestent publiquement, rejouant toujours la même répartition des rôles sur la scène publique. Si, en suivant Kaufmann, l'espace public est une relation de communication offrant la « possibilité d'une réponse », alors ces réponses ne sauraient être déterminées uniquement par les questions qui ont pu être posées en public. Différentes voix ont ici un poids différent et, à l'ère du néolibéralisme, la politique et l'espace public sont particulièrement réceptifs aux questions de la propriété économique de celles et ceux qui détiennent le pouvoir économique.

Dans ce contexte, je retiens du commentaire de Laurence Kaufmann une suggestion intéressante. Si la constitution du pouvoir économico-politique se caractérise aujourd'hui avant tout par l'évitement de la «Publicité», par le refus de la justification et le retrait dans des espaces fermés, alors on peut justement retrouver dans ce rejet du « principe de civilité» ce processus de reféodalisation que Kaufmann souhaiterait exclure de l'espace public. En effet, dans le féodalisme, le « public » ne se caractérisait pas seulement par la représentation démonstrative de la domination mais aussi par la politique du secret à propos du pouvoir personnel, qui était le pendant de la représentation de la domination.

Si c'est l'universalisme de l'espace public bourgeois qui est en débat dans le commentaire de Laurence Kaufmann, les questions que pose Olivier Voirol à mon diagnostic sociologique portent sur le statut normatif qu'exige la théorie de la reféodalisation. Il raison de poser le problème consistant à considérer isolément les processus normatifs de reféodalisation, en étant ainsi incapable de fonder la critique de la reféodalisation de l'économie, de la politique et de la structure sociale sur des critères normatifs. La dimension normative ne saurait être une dimension parmi d'autres car elle doit être une catégorie analytique pour toutes les dimensions de la reféodalisation. En effet, la théorie de la reféodalisation repose sur des processus qui blessent le mode d'auto-compréhension bourgeois et capitaliste, à savoir des principes normatifs auxquels se rapporte l'ordre social existant. Il appartient depuis toujours aux procédés méthodologiques de la Théorie critique de jauger la réalité sociale dans les termes propres à cette dernière, si la critique sociale veut éviter, soit de s'épuiser dans la dénonciation des injustices, soit de tomber dans l'arbitraire. Il est dès lors compréhensible que Voirol ne soit guère convaincu par le fait d'« isoler » le normatif dans une dimension propre. Il n'est pas de mon intention de trouver un prétexte en introduisant ici une explication d'un problème qui n'est pas inédit pour la sociologie. Talcott Parsons était par exemple confronté à un problème d'argumentation similaire lorsqu'il attribuait, d'une part, au domaine fonctionnel de la «culture» la fonction de latence normative des systèmes sociaux tout en caractérisant, d'autre part, et simultanément, la latence des valeurs comme une condition fondamentale

de l'intégration normative de tous les domaines fonctionnels sociaux. Aucune solution pleinement satisfaisante ne fut trouvée, dans ce cas également, pour réunir la spécificité des développements normatifs et leur pertinence sociale générale.

La proposition d'Olivier Voirol de distinguer des développements divergents en fonction des dimensions temporelle, normative et empirique dans la description des formes paradoxales d'évolution de la reféodalisation me semble très utile. Cela fait apparaître plus clairement encore le fait que le constat d'une « disjonction entre les principes normatifs et la réalité observée » est inévitable pour la théorie de reféodalisation. Cependant, la question était seulement de savoir si la critique d'une telle disjonction doit nécessairement s'inscrire dans « l'horizon normatif de la modernité bourgeoise » *ou si*, au final, la reféodalisation ne rend pas inefficace la grammaire normative de cette dernière. En suivant cette seconde lecture de ma thèse, nous ferions alors face à l'avenir inquiétant d'une « ère post-bourgeoise ».

Sans vouloir prétendre avoir des réponses concluantes à ces questions, il me semble utile ici, dans le sens d'Olivier Voirol, de commencer par distinguer les dimensions normatives et empiriques. De nombreux pays du capitalisme global au 21° siècle se trouvent déjà empiriquement dans une «ère post-bourgeoise» parce qu'ils n'ont tout simplement jamais connu une ère bourgeoise – comme la Russie et la Chine. Quant à savoir si les principes normatifs de la modernité bourgeoise n'ont d'emblée aucune chance dans ce cas, nous n'en savons (encore) rien. Il est possible qu'émerge également en Occident une nouvelle forme de « capitalisme d'Etat » qui, en collaboration avec les méthodes d'une « démocratie dirigée », en finisse avec les principes bourgeois. Mais il existe aussi une variante plus optimiste. La dystopie de la reféodalisation pourrait être invalidée par les « utopies réelles » (Wright 2010) des transformations sociales, saisissant l'adieu à l'ère bourgeoise comme l'occasion d'un nouvel « expérimentalisme démocratique » (Dewey 2012 [1927]) des valeurs et des normes sociales.

## Références bibliographiques

Crouch, Colin. 2004. Post-democracy. Cambridge: Polity Press.

Dewey, John. 2012 [1927]. The public and its problems. An essay in political inquiry. University Park, PA: Penn State University Press.

Grusky, David B. et Kim A. Weeden. 2011. Is market failure behind the takeoff in inequality? Pp. 90–97 in *The inequality reader: contemporary and foundational readings in race, class, and gender*, édité par David B. Grusky et Szonja Szelényi. 2nd edition. Boulder: Westview Press.

Imhof, Kurt. 2011. Die Krise der Öffentlichkeit. Kommunikation und Medien als Faktoren des sozialen Wandels. Frankfurt et New York: Campus.

Imhof, Kurt. 2014. Der dünne Firnis der Zivilisation. Krisen in der Öffentlichkeit und die Krise der Öffentlichkeit. Zeitschrift für Theoretische Soziologie 3: 304–338.

Krugman, Paul. 2014. Why we're in a new gilded age. The New York Review of Books 61(8).

214 Sighard Neckel

Piketty, Thomas. 2013. Le capital au XXIe siècle. Paris: Seuil.

Sennett, Richard. 1998. *The corrosion of character: the personal consequences of work in the new capitalism.*New York: W. W. Norton & Company.

Weber, Max. 1980 [1922]. Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der verstehenden Soziologie. Tübingen: J.C.B. Mohr (Paul Siebeck).

Wehler, Hans-Ulrich. 2013. Die neue Umverteilung. Soziale Ungleichheit in Deutschland. München: C.H. Beck.

Winters, Jeffrey A. 2011. Oligarchy. Cambridge: Cambridge University Press.

Wright, Erik Olin. 2010. Envisioning real utopias. London: Verso.